

LA CONSANGUINITÉ, C'EST

Quand les hommes d'affaires s'emparent des médias hexagonaux, ils le font rarement en finesse, et toujours au détriment de l'emploi et la qualité et de la liberté de l'info. Coup de projecteur sur quelques cas d'école.

Isabelle Philippon (CSCE)

Le Monde : son propriétaire n'aime pas les « justiciers »

Les propriétaires du grand journal vespéral ? Depuis 2010, il s'agit du richissime trio formé de Xavier Niel (principal actionnaire du fournisseur internet Free, et dixième fortune française selon le classement 2015 du magazine *Forbes*), le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, et Pierre Bergé, ce milliardaire proche d'Alain Minc, qui a forgé sa fortune en gérant la société Yves Saint-Laurent.

« Je n'aime pas le journalisme d'investigation, ni les journalistes qui se prennent pour des justiciers », a-t-il confié à un journaliste (1). Périodiquement, Bergé prend à partie la rédaction, la malmène, et empiète sur son indépendance éditoriale. Certes, la rédaction du journal est toujours protégée par des droits moraux que les propriétaires sont contractuellement tenus de respecter. Ces droits

tues et les plus courageuses. Il en reste quand même encore quelques-unes. Parmi elles, Ariane Chemin et Vanessa Schneider, auteures d'un remarquable essai baptisé *Le mauvais génie* (2). Les deux journalistes d'investigation se sont livrées à une enquête longue et minutieuse sur Patrick Buisson, cet ancien journaliste de *Minute* qui fut la muse de Sarkozy et contribua à dédramatiser le programme de l'extrême droite. On se rappellera aussi que Buisson a longtemps animé une émission télé (sur LCI) avec David Poujadas, lequel a officié de longues années en tant que présentateur du « 20 Heures » de France 2 !

Libération : porte-serviette de la gauche caviar

Cela fait longtemps que le journal n'a plus rien de maoïste, le profil qui était le sien sous l'égide de Jean-Paul Sartre, en 1973. Longtemps, aussi, qu'il n'a plus l'indépendance et l'impertinence qui étaient les siennes lorsqu'il était la propriété de la société des journalistes. Le quotidien est même devenu

la caricature d'une presse inféodée à la gauche caviar. Aujourd'hui propriété du promoteur immobilier Bruno Ledoux et du financier franco-israélien Patrick Drahi, *Libé* est épuisé par des années de crise, de restructurations et autant de plans sociaux qui ont poussé hors du navire de nombreux journalistes expérimentés et à la plume acérée.

L'Express : qu'il est loin le temps où il dénonçait la torture en Algérie

En 2015, Patrick Drahi, via sa société Altice Media Group, rachète le groupe *L'Express-L'Expansion* au Belge Roularta. Il rentre dans le groupe avec violence, organise une saignée dans les équipes avant d'intégrer son pôle presse dans l'opérateur téléphonique SFR dont il est aussi propriétaire. En 2016, le nom du richissime propriétaire apparaît dans le scandale des Panama Papers. Les titres contrôlés par Drahi se montrent peu loquaces sur le sujet, et particulièrement circonspects.

Drahi est également propriétaire de 124 News, une chaîne d'info en continu en Israël, laquelle diffuse en anglais, en français et en arabe. Son cadre d'analyse des événements au Moyen-Orient est on ne peut plus clair. On n'y entend jamais prononcer les mots « colonies » ou « territoires occupés », auxquels on préfère les termes plus policés d'« implantations ». Point d'allusions à d'événements « extrémistes juifs » – le qualificatif « extrémistes » est laissé aux

« Je n'aime pas le journalisme d'investigation, ni les journalistes qui se prennent pour des justiciers. »
(Pierre Bergé)

moraux interdisent notamment aux actionnaires de se mêler du contenu éditorial, et donnent aux journalistes un pouvoir de ratification ou de veto sur la désignation du directeur de l'équipe. Mais ces protections sont fragiles. « L'histoire va dans le mauvais sens », ramasse le journaliste d'investigation Laurent Mauduit (*Médiapart*).

Cela dit, cela fait un bail, bien avant la reprise par ses actuels propriétaires, que *Le Monde* a rompu avec ses valeurs fondatrices incarnées par Hubert Beuve-Méry. De crise en crise, de restructurations en plans sociaux, la rédaction s'est progressivement vidée de ses plumes les plus poin-



MAUVAIS POUR LA SANTÉ



Palestiniens mais bien, parfois, à l'un ou l'autre « jusqu'au-boutiste ». Qu'à cela ne tienne ! En mai 2016, Drahi organise une émission télé pour célébrer la visite de Manuel Valls en Israël. Et que voit-on ? *L'Express* dépêche sur place son éditorialiste Christophe Barbier pour faire la pub de l'émission, du Mossad, de Drahi et de Valls. Ses « analyses » sont retransmises conjointement par 124 News et BFM-TV. Pour info, BFM-TV appartient au groupe NextRadioTV, dont 49% du capital est contrôlé par... Drahi.

Depuis la fin des années 1980, la ligne éditoriale est passée de la « gauche non-totalitaire » à une « droite non-extrémiste », pour arriver, voici deux décennies, à ne plus rien être d'autre que le porte-voix du néo-libéralisme. Avec ses couvertures « marronniers » (3) « Spécial Immobilier » ou « Classement des universités » ou pire, ses couvertures machistes (« Ces femmes qui lui gâchent la vie ») (4) ou xénophobes (« Le vrai coût de l'immigration ») (5), la publication n'a décidément plus rien à voir avec la qualité de ses débuts. Et dire que, durant la guerre d'Algérie, *L'Express* fut le premier média français à dénoncer la torture...

L'Observateur : le canal direct des hiérarques socialistes

Début 2014, le trio propriétaire du journal *Le Monde*, à savoir Niel, Pigasse et Bergé, rachètent *Le Nouvel Observateur* à Claude Perdriel, lequel conserve 34% du capital. Depuis des années déjà, l'hebdo est tout acquis à la cause des dignitaires

socialistes dont il chante la gloire. Depuis des années aussi, la vie de la rédaction est rythmée par des dégraissages successifs. L'arrivée des nouveaux propriétaires ne change pas vraiment la donne. Si ce n'est qu'elle durcit encore la « ligne ». Un exemple : en mai 2016 ; la journaliste Aude Lancelin est remerciée. C'est qu'elle donne trop volontiers la parole à des intellectuels critiques. Pis : elle montrerait de l'empathie à l'endroit de Nuit debout et à ses chevilles ouvrières, auxquelles elle ose donner la parole. « Aude Lancelin donne la parole à Nuit debout ! Cela la regarde, mais ce n'est pas la ligne

du journal », déclarera Perdriel au *Figaro*, le 1^{er} juin 2016.

Le Parisien et Les Echos : « Merci patron Arnault ! »

Après avoir avalé, en 2007, le premier quotidien économique français *Les Echos*, le milliardaire de luxe Bernard Arnault (LVMH) s'est offert, en 2015, le quotidien populaire hexagonal, *Le Parisien*. Quand la première fortune de France rachète le journal économique, les journalistes s'émeuvent : « Comment pourrions-nous enquêter et écrire sur vos multiples activités, et sur celles de vos concurrents ? », écrivait le président de la Société des

« Comment pourrions-nous enquêter et écrire sur vos multiples activités, et sur celles de vos concurrents ? »

(le président de la Société des journalistes des *Echos* à Bernard Arnault)

□ □ □

VOUS AVEZ DIT « CENSURE » ?

Le 24 mai dernier, le *Canard enchaîné* sort l'« affaire Richard Ferrand », du nom de l'éphémère ministre de la Cohésion des territoires du gouvernement d'Edouard Philippe, impliqué dans une affaire politico-financière qui lui a coûté son portefeuille ministériel. Qu'apprenait-on, un mois plus tard, avec la diffusion d'un communiqué publié par la Syndicat national des journalistes (SNJ-CGT) (1) ?

Que les journalistes de l'Agence France Presse (AFP), l'une des plus grandes agences de presse mondiale avec Reuters et Associated Press, auraient pu sortir l'info avant le *Canard*. Que, forts de leurs infos, ils avaient adressé des courriels à la rédaction en chef, lesquels sont restés sans réponse, ou ont reçu une réponse « peu encourageante ». Que, deux jours après l'article du *Canard*, ces mêmes journalistes ont recueilli le témoignage exclusif d'un témoin de premier plan, mais que la rédaction en chef a recalé le sujet.

Et ce n'est pas tout. Le 17 mai, juste après la nomination du nouveau gouvernement, une dépêche AFP est rédigée par un journaliste maison, annonçant que François Bayrou, le nouveau – et tout aussi éphémère – garde des Sceaux, devra lui-même affronter des juges, après son renvoi en correctionnelle pour diffamation. Mais la dépêche n'a pas été diffusée : la rédaction en chef a estimé son intérêt « trop limité ». Deux jours plus tard, les médias nationaux sortent l'info : l'AFP sera bien obligée, alors, de la reprendre...

Quand la direction de l'AFP foule aux pieds l'indépendance et la neutralité inscrites dans ses statuts pour – on l'imagine – protéger le nouveau pouvoir politique, on se dit que le droit de savoir des citoyens français est, décidément, bien malmené...

(1) <https://snjcgf.fr/2017/06/22/quand-lafp-etouffe-des-informations-genantes-pour-le-nouveau-pouvoir/>

⇒ journalistes dans une lettre ouverte adressée à Arnault, en juillet 2007. Eh bien oui, effectivement, on ne trouve plus, depuis, d'enquêtes sur les lucratives activités du boss et ses partenaires potentiels dans les titres appartenant à Arnault. On ne s'étonnera pas que « Merci patron ! », le film de François Ruffin mettant en scène le groupe LVMH et son PDG n'y a pas été chroniqué.

Canal + : censure à tous les étages

N'allez pas croire que les riches industriels boudent les médias audiovisuels. La radio privée Europe 1 est entre les mains d'Arnaud Lagardère (ainsi que les magazines *Le Journal du Dimanche* et *Paris Match*), Martin Bouygues, le roi du béton, détient TF1, la première chaîne de télé française et, en juin 2014, Vincent Bol-

loré, qui doit son immense fortune à un groupe issu du capitalisme néo-colonial (actif notamment dans les plantations d'huile de palme et de terminaux maritimes de conteneurs en Afrique) a pris possession de Canal +. S'ensuivent : de véritables saignées dans la rédaction, une formidable diète budgétaire, une purge à la tête de la chaîne. Et, surtout, des censures de documentaires, et la déprogram-

QUAND LES INTÉRÊTS PRIVÉS

De nombreux médias français sont la propriété d'hommes d'affaires milliardaires. Coincé entre son propriétaire, son rédacteur en chef, ses concurrents et sa proximité avec le pouvoir, le journaliste n'a plus guère d'autres choix que de livrer « une image lisse du monde ». Mais la presse indépendante, les réseaux sociaux et le journalisme d'investigation viennent déranger ce bel ordonnancement.

Isabelle Philippon (CSCE)

Les entreprises de presse sont, pour la plupart, des entreprises privées, et celles qui ne le sont pas sont de plus en plus régies par l'esprit et les méthodes du privé : comment imaginer, alors, que le journalisme puisse échapper aux règles qui régissent l'ensemble du monde social ? Lui seul serait épargné ? Allons donc ! L'information est devenue un produit comme un autre, achetable et destiné à être vendu, à la fois profitable et coûteux. « Profitable » ? Assurément. Pas nécessairement en termes financiers : on connaît assez la crise

nombre d'idées saines ; les idées de gauche sont des idées pas saines, et nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent. » (1) Pour les faire passer, ces idées, rien de tel que de posséder un grand quotidien, de pouvoir y jouer de l'influence, et d'y disposer d'un espace rédactionnel dédié...

Les milliardaires et leurs danseuses

Ces milliardaires qui – c'est particulièrement vrai en France – se pressent au chevet des médias, ont

retirent. Pourquoi, en effet, le propriétaire de médias ne pèserait-il pas, lorsqu'il le souhaite, sur l'orientation des biens qu'il possède ? Hubert Beuve-Méry voulait précisément que l'info échappe à cette malédiction : « Je veux un journal indépendant, qui ne doive rien à personne, ni à l'Etat, ni aux puissances d'argent, ni aux puissances constituées, que ce soient les Eglises, des syndicats, etc. Un journal qui puisse vraiment n'avoir aucune espèce de fil à la patte », répondait-il à un journaliste qui lui demandait au nom de quelles valeurs il avait créé *Le Monde*, en 1944. (2) De l'argent, il se méfiait, viscéralement : il voulait le garder très éloigné des salles de rédaction : « On ne peut avoir deux maîtres à la fois, l'argent et l'information ! Ou alors on choisit un autre registre et on désinforme le public à longueur d'articles ! » (3) Aujourd'hui, une gigantesque normalisation économique menace gravement la qualité et l'indépendance de l'information française. On chercherait en vain, par exemple, dans les pages du quotidien vespéral français, un article critique sur les pratiques de Pascal Houzelot, homme d'affaires, propriétaire de Pink TV (et fondateur de la chaîne de télé privée Numéro 23), par ailleurs, membre du

De tous temps, les journalistes politiques, économiques et culturels ont aimé se mettre en valeur aux yeux des décideurs.

de la presse, la fuite de la publicité, la désaffection du public, etc. Mais profitable quand même. L'armateur et sénateur de l'Essonne Serge Dassault, propriétaire – notamment – du *Figaro* (et longtemps propriétaire de *L'Express*), l'a bien ramassé, dans une de ces formules dont il a le secret : « Il faut faire passer un certain

évidemment bien d'autres chats à fouetter que de s'occuper de canards, la plupart du temps boiteux. S'ils se montrent tellement attentionnés envers une presse en déliquescence, ce n'est pas une marque d'altruisme, ni par volonté de sauver le pluralisme et la liberté de l'information. C'est pour le pouvoir d'influence qu'ils en

mation des Guignols. « La dérision, parfois, c'est un peu blessant ou désagréable, déclare-t-il à France Inter. Se moquer de soi-même, c'est bien ; se moquer des autres, c'est moins bien. » En juillet 2015, Bolloré censure un documentaire (« Evasion fiscale, une affaire française ») sur le Crédit mutuel et la fraude fiscale, qui devait être diffusé dans l'émission « Spécial Investigation », l'émission

d'enquête de la chaîne. Il faut dire que le Crédit mutuel est l'un des principaux partenaires financiers du groupe Bolloré. Le patron annonce la couleur : désormais, il n'y aura plus de reportages sur les partenaires actuels ou potentiels du groupe. □

(1) Cet article a été réalisé sur la base des révélations contenues dans le livre de Laurent Mauduit, *Main basse sur l'information* Ed. Le Seuil, coll. Don Quichotte, 2016.

(2) *Un mauvais génie*, Ariane Chemin et Vanessa Schneider, Ed. Fayard, 2015.

(3) Le terme « marronniers » désigne, dans le jargon journalistique, des sujets qui reviennent régulièrement en Une car ils font vendre du papier.

(4) Cette Une de *L'Express* sur « les femmes à la source des ennuis du président français », parue le 10 octobre 2012, a été suivie, le 23 avril 2014, par une autre sur « Hollande et ses femmes ».

(5) Cette couverture est parue le 13 novembre 2012, illustrée par la photo d'une femme portant le voile intégral.

FONT MAIN BASSE SUR L'INFORMATION

comité de surveillance du journal. Pas de reportages sur les pratiques liberticides de Vincent Bolloré dans les médias contrôlés par celui qui se félicite d'avoir le *final cut* (c'est-à-dire le contrôle éditorial) sur ses titres.

Point d'enquêtes sur Bernard Arnault et le groupe de luxe LVMH dans *Le Parisien* ou *Les Echos*. Avant, la censure se faisait discrète. Maintenant, elle est généralisée, et même revendiquée par les patrons de presse : après la normalisation économique, vient la normalisation éditoriale.

Une image lisse du monde

Mais cette censure, les journalistes eux-mêmes rechignent à la reconnaître. Dur, dur, en effet, pour les membres de cette profession, de reconnaître qu'ils disposent d'à peine plus de pouvoir qu'une caissière de supermarché sur la stratégie commerciale de son employeur : « On se rêvait l'héritier de Bob Woodward (NDLR : l'un des deux journalistes du *Washington Post* qui enquêta sur le *Watergate*), on est le tâcheron de Martin Bouygues », ramasse Serge Halimi, journaliste, directeur du *Monde diplomatique* et écrivain.

Cela dit, la censure est encore plus efficace quand elle s'ignore. Quand les intérêts du patron, ô miracle, coïncident avec ceux de l'« info ». Le journaliste est, alors, prodigieusement libre. Et, le plus souvent, c'est comme cela que ça se passe, la chose n'est d'ailleurs pas neuve. Patrick Poirre d'Arvor, longtemps considéré comme l'une des personnalités les

plus influentes du paysage audiovisuel français, aurait, paraît-il, avoué un jour le sens de sa mission : « Nous sommes là pour donner une image lisse du monde. » Lisse, certes, mais

infos, qu'ils nouent des relations avec ces hommes et femmes de pouvoir, et que ces relations tournent à l'amitié, au copinage et au « renvoi d'ascenseur ». Ce prétexte n'est qu'un...

« On ne peut avoir deux maîtres à la fois, l'argent et l'information ! Ou alors on choisit un autre registre et on désinforme le public à longueur d'articles ! »

(Hubert Beuve-Méry)

surtout conforme aux intérêts d'une classe sociale. En France, davantage encore que chez nous, une proximité sociale soude les enfants de la bourgeoisie, depuis l'école secondaire jusqu'à l'université. Sciences-Po, qui a de tous temps été le marchepied vers l'Ena (la très sage et très huppée Ecole nationale d'administration), a ouvert en 2006 une école de journalisme : son programme n'est pas précisément porté sur la remise en cause du monde tel qu'il va ; on y forme peu de trublions, peu de plumes plongeant dans la plaie.

Un journalisme qui a gardé le contact, et perdu la distance

De tous temps, les journalistes politiques, économiques et culturels ont aimé se mettre en valeur aux yeux des décideurs. Bien sûr, c'est sous prétexte d'arracher une interview « exclusive », ou pour obtenir des

prétexte. En réalité, beaucoup de journalistes sont des courtisans. Leurs modèles ne sont pas Woodward, ni Ernest Hemingway ou Albert Londres. Ce qui les enthousiasme c'est, précisément, de côtoyer le pouvoir, d'en être proche, d'être admis dans le cercle. Le critique, philosophe et écrivain Julien Benda dénonçait, déjà en 1927, cette volonté du journaliste « de plaire à la bourgeoisie, laquelle fait les renommées et dispense les honneurs ». (5) Il suffit de remplacer le mot « bourgeoisie » par celui de « décideurs », et la situation s'applique à merveille à nos éditorialistes, ainsi qu'à nombre de journalistes politiques, économiques, et culturels. Hubert Beuve-Méry, encore lui, expliquait fort justement que « le journalisme, c'est le contact et la distance ». Désormais, il ne reste plus guère que le contact.

Pourtant, il se trouve bien, de temps à autre, l'un ou l'autre journaliste □